

VALIDATION D'ANNÉES D'ASSURANCE ET COTISATION
DE RACHAT POUR LA RETRAITEUniquement pour les salariés qui n'ont pas
cumulé 15 années d'activité

Pour pouvoir bénéficier d'une pension de retraite, le travailleur doit remplir les deux conditions suivantes : être âgé de soixante ans au moins pour l'homme, et cinquante-cinq ans pour la femme, et avoir travaillé pendant au moins 15 années. Pour ceux qui, ayant l'âge légal de départ à la retraite, n'ont pas atteint les 15 années d'activité validées, il y a la possibilité de valider les années d'assurance manquantes par la cotisation de rachat.

L'Ordonnance n°97-13 du 31 mai 1997, modifiant et complétant la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite – parue au Journal Officiel n°38 du 04 juin 1997 –, a défini les conditions et la procédure de validation des années d'assurance manquantes et de la cotisation de rachat pour la retraite. L'article 3 de cette ordonnance modifie l'article 10 de la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983 comme suit. Le travailleur remplissant les conditions prévues par la présente loi a droit à la mise à la retraite. Néanmoins, la mise à la retraite ne peut être prononcée avant la notification attributive de la pension. Toutefois, lorsque le travailleur qui, ayant atteint l'âge légal de la retraite, n'a pas réuni les condi-

tions de travail et de cotisation exigées par la loi, il bénéficie d'une validation d'années d'assurance dans la limite de 5 ans et selon les modalités ci-après : 5 ans au maximum si le travailleur est âgé de 60 ans ; 4 ans au maximum si le travailleur est âgé de 61 ans ; 3 ans au maximum si le travailleur est âgé de 62 ans ; 2 ans au maximum si le travailleur est âgé de 63 ans ; et de 1 an au maximum si le travailleur est âgé de 64 ans.

Quote-part du salarié et contribution forfaitaire de l'employeur

Les années d'assurance ainsi validées donnent lieu à une cotisation de rachat et

à une contribution forfaitaire à la charge de l'employeur.

Le taux de cotisation de rachat est égal à la somme des fractions de cotisation à la charge du travailleur et de l'employeur et affectées à la retraite. L'assiette servant de calcul à la cotisation est constituée par le salaire soumis à la cotisation perçue par le travailleur au cours du dernier mois d'activité. La cotisation de rachat est due à raison de 12 cotisations mensuelles par année de rachat.

La contribution forfaitaire est égale à 3 fois le salaire mensuel soumis à cotisation par année de rachat.

Pour bénéficier des présentes disposi-

tions, le travailleur doit faire partie des effectifs depuis au moins 2 ans. Toutefois, et pour une période transitoire expirant dans un délai de 6 mois après la date de promulgation de la présente ordonnance, le bénéfice de cette disposition n'est soumis à aucune condition d'ancienneté dans l'entreprise.

L'employeur ne peut prononcer la mise à la retraite du travailleur concerné par les présentes dispositions que s'il prend l'engagement du paiement de la cotisation de rachat et de la contribution forfaitaire auprès de l'organisme chargé de la gestion de la retraite.

LSR

Courrier des lecteurs

Dossier de retraite

Ayant déjà une pension d'invalidité, j'ai cotisé depuis l'année 1996 à 2005. Au mois d'avril j'aurais 60 ans. Je devrais donc demander une pension de retraite. Je vous prie de bien vouloir me préciser les pièces nécessaires pour une demande de retraite.

RÉPONSE : Pour la constitution du dossier de retraite, il faut obligatoirement fournir une demande de pension de retraite dûment remplie (*) ; un extrait de naissance du demandeur ; une fiche familiale d'état civil ; un extrait du registre communal visé (pour les moudjahidine) ; les justifications d'activité (attestation de travail de l'employeur) ; et un relevé des salaires perçus durant les 60 mois précédant la date de dépôt de la demande. (*) Ce formulaire est « téléchargeable », et donc pouvant être imprimé, à partir du site Internet de la CNR : <www.cnr-dz.com>

Reconstitution de carrière

J'ai l'honneur de demander l'hospitalité de votre rubrique «Retraite», sollicitant votre précieuse aide pour une orientation afin de pouvoir solutionner ma situation de retraite qui demeure irrésolue depuis plusieurs années consécutives. Ayant exercé plus de 3 années consécutives en qualité d'agent d'administration titulaire à la trésorerie de Skikda (finances), période de 1974 à 1976, j'ai voulu procéder à la validation de ces annuités de service, mais après plusieurs demandes et réclamations, cette administration me répond qu'elle ne dispose d'aucune information concernant mon cas et que les dossiers ont été égarés. De même, j'ai effectué des démarches auprès de la Cnas dans l'espoir d'obtenir des informations nécessaires mais aucune suite ne m'a été donnée. Je fais recours à votre rubrique, en vous priant de bien vouloir m'informer de quelle manière je pourrai valider ces années de service.

Mohamed El-Hadi M'zala, Constantine

RÉPONSE : Il vous faut procéder à une reconstitution de carrière et ce, avec le concours des services centraux et de wilaya de la CNR. Voici la procédure à suivre, indiquée par la CNR. Ce que vous devez savoir sur la reconstitution de carrière et pour obtenir votre relevé de carrière. Quand ? A la veille du départ à la retraite et pour les périodes jugées manquantes dans le décompte de votre carrière. A qui s'adresser ? Par dépôt de dossier de retraite à l'agence CNR de la wilaya résidence de l'employeur pour les personnes en activité ; ou à l'agence CNR de leur résidence pour les personnes qui ne sont pas en activité ; ou sans dépôt de dossier : à l'agence de résidence du ou des employeurs concernés. Que faut-il pour la délivrance d'un relevé de carrière ?

Informations nécessaires : nom et prénom ; date et lieu de naissance ; n° de Sécurité sociale de l'assuré ; les n° des employeurs : les périodes et durées de travail par employeur ; et les salaires déclarés.

Quels sont les documents nécessaires ? Acte de naissance ; copie carte de Sécurité sociale de l'assuré ; justificatifs d'activité (certificat de travail) ; attestation d'affiliation à la Cnas pour le régime général ; et tout autre document jugé utile. Où réclamer ?

En premier lieu à l'agence CNR de votre wilaya de résidence. En second lieu à la direction de la gestion des carrières des assurés sociaux auprès de la direction générale de la CNR, rue Hassan-Benaïmane Bir-Mourad-Raïs Alger – BP547 Birkhadem – Algérie. Joindre : copie des documents remis à l'agence CNR de wilaya ; et votre adresse complète ou votre adresse email.

Comment calculer ma pension de retraite ?

J'ai cumulé 27 ans dans l'enseignement, répartis comme suit : 1 an à l'ITE de Ben Aknoun, 11 ans en tant que PEM, 4 ans à l'université comme détachée, 11 années en tant que PES dans un lycée. J'ai 52 ans et 2 enfants : je voudrais savoir comment calculer ma pension de retraite.

M^{me} N. A.

RÉPONSE : Le montant de la pension est calculé sur la base des années d'assurance validées et du salaire de référence. Chaque année validée donne droit à 2,5% du salaire de référence qui est le salaire mensuel moyen des 5 dernières années précédant la mise à la retraite, ou si c'est plus favorable, au salaire mensuel moyen déterminé sur la base des 5 années ayant donné lieu à la rémunération la plus élevée au cours de la carrière professionnelle de l'intéressé. Le salaire de référence est le salaire soumis à cotisation de Sécurité sociale. En sont exclus (voir décret 96-208 du 05 juin 1996) les prestations à caractère familial (allocations familiales, primes de scolarité, salaire unique, etc.) ; les indemnités compensatoires des frais engagés (prime de transport, de panier, etc.) ; les congés payés cumulés non consommés ; les primes à caractère exceptionnel (prime de départ à la retraite, indemnité de licenciement, etc.).

Année d'absence et 3 mois de cotisation

Pour une année d'absence dont trois mois de cotisations (du 19 septembre au 31 décembre), est-ce que cette année est prise en compte pour le calcul des annuités ? Je vous prie de m'indiquer la disposition la régissant.

RÉPONSE : Selon l'article 14 de la loi n°83-12 du 2 juillet 1983 relative à la retraite, «ne peuvent être validés que les années ou les trimestres, selon les cas, qui ont donné lieu à, au moins, 180 jours ou 45 jours de travail. Toutefois, une compensation peut être effectuée entre des trimestres de la même année sans que le total des trimestres retenus pour chaque année civile ne puisse être supérieur à quatre (4)».

Est-ce que j'ai le droit à une deuxième retraite ?

J'aimerais avoir un renseignement sur le droit à une deuxième retraite. Je suis sorti en retraite complète des fonctionnaires en tant que moudjahed en 1981. Après, j'ai travaillé dans deux autres organismes différents pendant 11 ans (l'un 5 ans/l'autre 6 ans) et j'ai cotisé à la retraite dans les 2 emplois. Est-ce que j'ai le droit à une 2^e retraite ? Qu'en est-il des cotisations des 11 années ? Que faire dans ce cas ?

M. Bennacer Djelloul, Alger

RÉPONSE : Non, la loi l'interdit. Légalement, vous n'auriez pas dû être recruté de nouveau après votre départ à la retraite.

Pension de réversion et capital décès

Je vous prie de bien vouloir m'éclairer sur les modalités ainsi que les démarches relatives à la réversion de la pension pour ma grand-mère, âgée de 90 ans, et ce, après le récent décès de son époux âgé de 93 ans. Ma question : ouvre-t-elle droit à un capital décès ?

Wassim Akram G.

RÉPONSE : La pension de réversion est attribuée aux ayants droit de l'assuré décédé : le conjoint de l'assuré décédé, quel que soit son âge, du moment qu'il a contracté un mariage légal avec le défunt, et les enfants à charge (conformément à l'article 67 de la loi 83-11 du 02 juillet 1983 relative aux assurances sociales modifiée et complétée. Les ayants droit doivent exprimer leur demande à l'agence de la CNR de wilaya et constituer le dossier nécessaire à l'obtention de la pension de réversion.

Pour les titulaires de pension de retraite, leurs ayants droit peuvent bénéficier, suite au décès du pensionné, au capital décès dont le montant est égal au montant annuel de la pension, sans pouvoir être inférieur à 12 fois le montant du salaire national minimum garanti (SNMG). Le montant annuel de la pension qui était servie à votre grand-père est la référence pour le calcul du capital décès.